



**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**  
**PAYS: MADAGASCAR**  
**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL SEMESTRIEL**  
**DATE DE RAPPORT: 10 JUIN 2019**

<b>Titre du projet:</b> Institutions Démocratiques, Intégrés, Représentatives et Crédibles (IDIRC) <b>Numéro Projet / MPTF Gateway:</b> 101787	
<b>Modalité de financement PBF:</b> <input type="checkbox"/> IRF <input checked="" type="checkbox"/> PRF	<b>Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"):</b> <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional <b>Nom du fonds fiduciaire:</b>
<b>Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc):</b> PNUD, HCDH, UNESCO <b>Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux):</b> Ministère de la Justice ; Ministère de la Communication et pour les Relations avec les Institutions (MCRI) ; Bureau Indépendant Anti-Corruption, (BIANCO) ; Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité (CSI) ; Service des Renseignements Financiers (SAMIFIN) ; Assemblée Nationale ; Sénat ; Commission Nationale Indépendante pour les Droits de l'Homme (CNIDH) ; Ordre des Journalistes de Madagascar (OJM) ; Organisations de la Société Civile (OSC) ; Médias	
<b>Date de début du projet<sup>1</sup>:</b> 01/09/2016 <b>Durée du projet en mois :<sup>2</sup></b> 34	
<b>Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:</b> <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	
<b>Budget PBF total approuvé* (par agence récipiendaire):</b> PNUD : \$ 1 550 000 HCDH : \$ 450 000 UNESCO : \$ 600 000 : \$ Total: 2 600 000 <i>*Le budget total approuvé et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et à la disponibilité des fonds dans le compte de PBF</i> <b>Combien de tranches ont déjà été perçues par le projet:</b> 2 EN TOTALITE	

<sup>1</sup> La date de commencement actuelle est la date du transfert des fonds par MPTF-O aux organisations récipiendaires.

<sup>2</sup> La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et celle des projets PRF est de 36 mois.

**Préparation du rapport:**

Rapport préparé par: Herizo Randriamampianina coordonnateur du projet IDIRC

Rapport approuvé par: Les agences PNUD, HCDH, UNESCO

Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui

Commentaire du Secrétariat PBF sur le rapport: Oui

Est-ce que le projet a déjà participé dans un exercice d'évaluation ? Si oui, lequel et veuillez attacher le rapport:

Non, sauf l'exercice de l'évaluability et progress assessment

## NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

## PARTIE 1: PROGRES DES RESULTATS DU PROJET

### 1.1 Progrès global du projet actuellement

Expliquer brièvement l'état global de mise en oeuvre du projet en termes de cycle de mise en oeuvre, y compris si toutes les activités préliminaires / préparatoires ont été achevées (limite de 1500 caractères):

Les réalisations sont à 95%. La majorité des actions sont quasi finalisés, quelques-unes sont achevées. Le Pôle Anti-corruption (PAC) d'Antananarivo est fonctionnel. Le recrutement pour le 2e PAC Mahajanga est en cours. Les institutions de lutte contre la corruption sont plus coordonnées et plus aptes à mener leurs mandats respectifs. La commission de réforme pour l'intégrité judiciaire (CRIJ) a réalisé quelques projets de réformes. La culture d'excellence est développée au niveau des juridictions cibles.

La CNIDH est entièrement opérationnelle, dispose d'un budget régulier et a été accréditée par l'Alliance mondiale des institutions des droits de l'homme (GANHRI) au statut A comme préconisé. La population a maintenant recours à l'institution pour dénoncer les violations des droits de l'homme qui sont à leur tour, investiguées adéquatement par la commission

La population utilise de manière accrue son droit d'accès aux documents administratifs et institutionnels. On constate un changement dans l'utilisation et la gestion de ces centres après les renforcements de capacités.

Un peu moins de 100 journalistes formés, 6 éditions du magazine d'investigation Trandraka avec 42 000 exemplaires partagés. Des outils pour améliorer la collaboration entre les journalistes et les Forces de Défense et de sécurité ont été développés à la suite des tables-ronde. Ces outils sont validés par les ministères concernés. Au Sud, les émissions sur la paix ont été diffusées à travers 10 radios

Compte tenu du moment dans le cycle de mise en oeuvre du projet, veuillez **évaluer les progrès globaux** de ce projet vers les résultats à ce jour (faire le choix entre trois options):  
on track

En quelques phrases, résumez ce qui est **unique / innovant / intéressant** par rapport à ce que ce projet essaie / a tenté d'accomplir ou son approche (plutôt que de lister les progrès de l'activité) (limite de 1500 caractères).

Ce qui a été très intéressant dans ce projet est l'optimisation des acquis qui sont utilisés pour atteindre d'autres résultats :

- Le renforcement du système de coordination des institutions de lutte contre la corruption depuis l'opérationnalisation du PAC qui a instauré deux commissions le suivi évaluation capitalisation et la communication pour améliorer le partage des informations
- Le recours de la population à la CNIDH en cas de violation des droits humains a permis de combler le manque de confiance prévalante de celle-ci à l'égard des institutions de l'Etat grâce aux actions du projet visant à assurer la notoriété et la crédibilité de cette commission. Les plaintes reçues par la CNIDH en témoignent

- l'intégration des interventions pour améliorer l'accès à l'information : le réseau des CDI a été renforcé puis c'est à travers lui que le magazine Trandraka a été promu. Cette combinaison a été très importante car d'une part les journalistes a pu s'exprimer librement et d'autres part ils peuvent contribuer à la promotion des CDI. Quelques articles dans ce magazine ont été transformés en version audio et ont pu être diffusés en dialecte local dans les radios de proximité du Sud

En quelques phrases, résumez les **progrès / résultats majeurs de consolidation de la paix** du projet (avec preuves), que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet (limite de 1500 caractères) :

Ce progrès peut se mesurer à travers : le renforcement du système anti-corruption dont l'opérationnalisation du pôle anti-corruption à Antananarivo ; et l'appui de la proposition pour appuyer l'intégrité du système judiciaire ; l'appui du conseil supérieur de la magistrature pour leurs prises de décisions plus rationnelles ; la CNIDH qui dénonce et investigate les violations de droits humains ;

Le projet a soutenu la création et l'édition du magazine d'investigation Trandraka qui est le premier du genre à Madagascar. Il dénonce les cas de corruption ou de mauvaise gouvernance en montrant leurs effets négatifs sur la vie de chaque citoyen et le tissu social. Par conséquent, ce magazine incite à la réduction des mauvaises pratiques qui sont souvent les sources de frustration et de violence réelle ou symbolique. Il est cité comme bon exemple d'une plateforme de liberté d'expression responsable. L'initiative de développer un guide de communication et un protocole d'accord entre les FDS et les journalistes contribue à la consolidation de la paix. Le guide de communication contient les organigrammes et coordonnées des responsables de la communication au sein des trois ministères chargés de la sécurité, et celles des membres du bureau de l'Ordre des Journalistes. Il offre également des consignes de sécurité pour les journalistes. Il est complémentaire au Protocole d'accord qui officialise et améliorera la collaboration entre les journalistes et les FDS.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu **un impact humain réel**, c'est-à-dire comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet. (limite de 1500 caractères):

La porte ouverte des pôles anti-corruption a permis aux responsables locaux et le citoyen de connaître le fonctionnement des PAC et les institutions de lutte contre la corruption en général. C'est aussi une opportunité d'échanger directement avec les responsables et s'informer sur les efforts dans ce domaine.

Témoignage d'un membre de OSC dans leurs actions contre la violation des droits humains :

M. Jacquie Maurice, Société civile de Diégo : " Nous avons rapporté les cas de violation des droits humains qui nous dépassaient auprès de la CNIDH qui a fait preuve d'une grande célérité dans le traitement du dossier et a permis aux plaignants d'obtenir justice. Non seulement, cela a redonné espoir aux communautés locales mais cela a permis de gagner leur confiance envers la CNIDH et envers notre organisation également".

<http://www.mg.undp.org/content/madagascar/fr/home/presscenter/pressreleases/2019/lancement-des-journees-portes-ouvertes-des-poles-anti-corruption.html>

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **sur la bonne voie**, veuillez expliquer quels ont été les **principaux défis** (le cas échéant) et quelles mesures ont été prises pour y remédier (limite de 1500 caractères).

Le défi principal est la situation politique à Madagascar. L'évènement du 21 avril 2018 initié par les députés de l'opposition a engendré le changement du Gouvernement. Avec la nomination de nouveaux ministres, beaucoup de points focaux du projet IDIRC ont été remplacés et il a fallu expliquer le projet aux nouveaux responsables. Le même scénario s'est répété en 2019 après l'élection du nouveau Président de la République et la formation d'un nouveau gouvernement

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **en retard**, veuillez énumérer les principales raisons / défis et expliquer quel impact cela a eu / aura sur la durée ou la stratégie du projet et quelles mesures ont été prises / seront prises pour relever les défis / rectifier la progression du projet (limite de 1500 caractères):

Veuillez joindre en pièce(s) séparée(s) tout document mettant en évidence ou fournissant plus de preuves de l'avancement du projet (par exemple: publications, photos, vidéos, rapports de suivi, rapports d'évaluation, etc.). Listez ci-dessous ce qui a été attaché au rapport, y compris le but et l'auditoire du document.

1. Guide pour les usagers de la route
2. Portes ouvertes PAC en 2019 :  
<http://www.mg.undp.org/content/madagascar/fr/home/presscenter/pressreleases/2019/lancement-des-journees-portes-ouvertes-des-poles-anti-corruption.html>
3. Formation des magistrats et greffiers  
[http://www.justice.mg/actualites/artcl-actus-formation\\_pac/](http://www.justice.mg/actualites/artcl-actus-formation_pac/)  
<https://www.dcn-pac.mg/actualites/lire/formation-continue-des-greffiers-et-secretaires-du-parquet-du-pac-d-antananarivo.htm>
4. Supports de communication sur la corruption basée sur le genre

## 1.2 Progrès par résultat du projet

L'espace dans le modèle permet d'inclure jusqu'à quatre résultats de projet. Si votre projet a plus de résultats approuvés, contactez PBSO pour la modification du modèle.

**Résultat 1:** La lutte contre la corruption à Madagascar est renforcée en efficacité

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:  
**on track with significant peacebuilding results**

**Résumé du progrès:** Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin, pour les rapports de novembre: janvier-novembre, pour les rapports finaux: durée totale du projet), y compris la mise en œuvre les principaux produit (sans énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix. Dans la mesure du possible, fournissez des exemples spécifiques de changements que le projet a soutenus / contribué ainsi que, lorsque disponibles et pertinents, des citations des partenaires ou des bénéficiaires au sujet du projet et de leur expérience. (Limite de 3000 caractères)

Le Pôle anti-corruption est opérationnel (PAC) pour Antananarivo. Au cours du premier trimestre 2019, le PAC a jugé 21 dossiers contre 14 en décembre 2018. Le ratio prévenu/ condamné étant de 36/64 soit 56%.

Dans cette période, les capacités des 40 magistrats (dont 23 femmes) ont été renforcés sur les thèmes finances publiques et/ou cybercriminalité tandis que 23 greffiers dont 16 femmes formés sur la chaîne des procédures pénales pour les greffiers

Pour le 2e PAC à Mahajanga, le recrutement des magistrats et greffiers est en cours. Le 2e PAC serait opérationnel en octobre 2019. Les équipements informatiques et mobiliers sont disponibles. Le contrat de location pour le local est en cours de signature avec la direction nationale des PACs.

L'utilisation de services du BIANCO pour dénoncer la corruption a atteint son niveau de 2016 soit 224/mois car il y a une légère baisse par rapport au doléances liées à la petite corruption.

Un atelier de coordination des institutions de lutte contre la corruption s'est tenu avec la participation de toutes les entités le MINJUS, le BIANCO, le PAC, le SAMIFIN et le CSI. Il en résulte quelques résolutions : la nécessité d'une meilleure coordination et collaboration dans les interventions ainsi que la gestion de la communication institutionnelle. Il est primordial aussi de faire un plaidoyer pour attirer plus de ressources pour la lutte contre la corruption.

Deux initiatives appuyées par le projet sont prises au niveau du MINJUS pour que les mécanismes de contrôle interne soient efficaces grâce notamment à un projet en cours "culture d'excellence". Ce dernier a primé les juridictions méritantes selon des critères établis.

Le deuxième projet étant l'évaluation par les justiciables des actions entreprises au niveau de la juridiction d'Antsirabe, une juridiction pilote, mise en œuvre par la Commission de la Réforme de l'Intégrité Judiciaire (CRIJ). L'évaluation proprement dite de ces deux initiatives s'est tenue au cours du premier trimestre 2019.

Pour l'IPC, le pays a gagné 1 point en 2018 par rapport à 2017 mais a reculé de 3 rangs

**Résultat 2:** Le contrat social entre la population et l'Etat est renforcé, en améliorant la confiance et la redevabilité mutuelle, l'inclusivité et la transparence des organes de redevabilité malagasy

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**on track with significant peacebuilding results**

**Résumé du progrès:** (voir les questions données sous Résultat 1)

Toutes les actions visant à appuyer l'opérationnalisation effective de la CNIDH comme mécanisme principal de recours et de protection des droits de l'homme ont abouti aux résultats escomptés. En effet, la CNIDH est entièrement opérationnelle, dispose de deux locaux appropriés pour son fonctionnement effectif, dispose d'un staff adapté, de même que d'un budget régulièrement inscrit dans la loi des finances depuis l'année 2017. Les membres de la CNIDH ont également acquis toutes les compétences techniques nécessaires pour leur permettre de mener à bien leur mandat et les campagnes de vulgarisation du mandat de la commission à travers toutes les régions du pays ont fait en sorte que les violations des droits humains sont actuellement de plus en plus dénoncées, ce dont témoigne les 184 plaintes reçues à ce jour par la commission dont 126 traitées. Enfin, l'accréditation de la CNIDH au statut A par l'Alliance mondiale des institutions

des droits de l'homme (GANHRI) qui constitue le résultat principal préconisé de ce volet a été obtenue au mois de mars 2019

En vue de la promotion d'une nouvelle éthique parlementaire et en attendant les résultats de l'élection législative, une proposition de code de conduite pour les parlementaires a été développée avec le concours du CSI et les techniciens du parlement

**Résultat 3:** La population est plus résiliente et participe de façon responsable et informée à la gestion de la chose politique

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:  
**on track with significant peacebuilding results**

**Résumé du progrès:** (voir les questions données sous Résultat 1)

Faisant suite au renforcement de capacité des journalistes pendant les 2 ans, 2 numéros du magazine d'investigation *Trandraka* vont sortir courant juin 2019.

A l'issue des 4 table-rondes organisées entre les journalistes et les Forces de défense et de sécurité en 2017 et 2018, le protocole d'accord et le guide de communication sont validés par les Ministères concernés.

Les OSC et les journalistes qui ont bénéficié des renforcements de capacités ont pu procéder efficacement à diverses interpellations (15) et plaidoyers sur le plan politique, social, économique, culturel et juridique. D'après les entretiens d'évaluation menés auprès d'eux, ces interpellations ont été menées de manière objective et sur la base d'évidences tangibles et ont pour la plupart contribué à résoudre les situations problématiques visées (A titre d'exemple pour le cas de Toamasina où la société civile a contribué à résoudre pacifiquement les problèmes à impact environnemental et sanitaire causés par des compagnies minières, cas de Fianarantsoa où des actes criminels perpétrés par les forces de l'ordre ont été dénoncés et sanctionnés). Tous les journalistes et OSC formés ont également contribué au monitoring des droits humains dans le cadre des élections présidentielles de 2018 et législatives de 2019 et ont contribué à produire des rapports de monitoring en conséquence qui ont été transmis aux autorités et départements concernés à fin d'ajustement des prochains processus.

**Résultat 4:**

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **Please select one**

**Résumé du progrès:** (voir les questions données sous Résultat 1)

### 1.3 Questions transversales

<p><b>Appropriation nationale:</b> Comment le gouvernement national a-t-il démontré son appropriation et son engagement envers les résultats et les activités du projet? Donnez des exemples spécifiques. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Le projet est mis en œuvre sous le leadership du Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions. Les institutions publiques partenaires ont montré une forte adhésion au projet. Le Ministère de la Défense Nationale, par exemple, a ratifié la Charte d'accès à l'information au mois de mars afin d'appuyer l'accès du public aux informations administratives par le biais des centres</p>
---	---

	<p>de documentation et d'information. Les ministères chargés de la sécurité nationale (Ministère de la Défense, Ministère de la Sécurité Publique et Secrétariat d'Etat à la Gendarmerie) ont toujours participé aux table-ronde organisés avec les journalistes. Pour chaque session, il y a eu une trentaine d'officiers généraux qui étaient présents contre une vingtaine de présence des médias (rédacteurs en chef et journalistes). Le Ministère de la Défense Nationale et le Ministre de la Sécurité publique ont été présents lors des deux premières sessions.</p>
<p><b>Suivi:</b> Le plan de S &amp; E du projet est-il sur la bonne voie? Quelles sont les méthodes de suivi et les sources de données utilisées? Veuillez joindre tout rapport relatif au suivi pour la période considérée. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Le plan de S&amp;E est sur la bonne voie pour certains indicateurs dont le projet est en charge. Les institutions bénéficiaires collaborent étroitement dans la collecte des données.</p> <p>Pour l'appui aux centres de documentations et d'information de l'administration publique, un suivi des statistiques des usagers est effectué tous les trois mois.</p> <p>Pour la consultation du magazine d'investigation, un compte Facebook et un compte email ont été créés pour recevoir les avis du public. En outre, un système de sms broadcast est en cours de mise en place pour collecter l'avis du public.</p> <p>Pour la CNIDH, le suivi du nombre de plaintes reçues et traitées est régulièrement assuré auprès de la commission afin de mesurer le recours de la population envers cette institution.</p> <p>Pour les journalistes et les organisations de la société civile qui ont bénéficié de renforcement de capacités en matière de techniques d'interpellation, un monitoring régulier des journaux et de leurs communications sont effectuées pour mesurer le nombre d'interpellations émises</p>
<p><b>Évaluation:</b> Fournir une mise à jour sur les préparatifs de l'évaluation externe pour le projet, surtout si le projet est au cours des 6 derniers mois de la mise en œuvre ou c'est le rapport final. Confirmer le budget disponible pour l'évaluation. (Limite de 1500 caractères)</p>	
<p><b>Effets catalytiques (financiers):</b> Le projet a-t-il conduit à des engagements de financement spécifiques autres que le PBF? Si oui, de qui et de quel montant? Si non, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>La partie mise en oeuvre par le PNUD a bénéficié d'un financement de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale de Madagascar (JICA). Le montant est de USD 22021.20 pour un projet de 3 mois sur la minimisation des risques de corruption dans le projet de développement du Port de Toamasina</p> <p>L'appui à l'endroit de la CNIDH a encouragé les</p>



	<p>autres parties prenantes à appuyer la Commission notamment l'Union Européenne qui a financé la participation de la CNIDH à la réunion annuelle du GANHRI et qui a doté la Commission en matériels informatiques et mobiliers de bureau à l'instar du Gouvernement Suisse. L'ambassade de France a également notifié sa disposition à apporter un appui financier pour le fonctionnement de la CNIDH si les conditions administratives requises pour la réception des fonds sont réunies. L'Association Francophone des Commissions Nationales de Droits de l'Homme a également financé la participation de la CNIDH à un atelier sur les droits de l'enfant à Abidjan en novembre 2017 ainsi qu'à une rencontre consacrée aux droits des personnes migrantes.</p>
<p><b>Effets catalytiques (non financiers):</b> Le projet a-t-il créé des conditions favorables pour d'autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement / les autres donateurs? Si oui, veuillez préciser. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Dans le domaine de la lutte contre la corruption : collaboration avec l'expertise de la Banque Mondiale pour l'évaluation des risques pays  Dans le domaine des médias, le projet a permis d'établir une base de collaboration avec les Forces de défense et de sécurité qui sont souvent en conflits avec les journalistes. Le guide de communication et le protocole d'accord sont des outils pratique pour améliorer d'une manière transparente les relations entre les Forces de défense et de sécurité et les journalistes</p>
<p><b>Stratégie de sortie / durabilité:</b> Quelles mesures ont été prises pour se préparer à la fin du projet et aider à assurer la durabilité des résultats du projet au-delà du soutien du PBF? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>La stratégie de durabilité a été intégrée depuis la phase de démarrage du projet à travers notamment la mise en place d'un cadre institutionnel et structurel solide pour ce qui concerne la CNIDH et la documentation systématique des acquis. En ce qui concerne les actions d'éducation et de sensibilisation, un pool de jeunes formateurs spécialisés en droits de l'homme, composés de jeunes issus de différentes régions a été mis en place non seulement pour appuyer la mise en œuvre du projet mais également en vue de la pérennité de l'action à travers un transfert de compétences.</p> <p>Une mobilisation de fonds pour continuer l'édition du magazine d'investigation a été commencé. La stratégie adoptée a aussi été le renforcement de capacités pour les journalistes, les responsables des centres de documentation et les responsables des radios dans le Sud, afin qu'ils puissent devenir autonomes et capables de pérenniser les acquis à la fin du projet.</p>
<p><b>Prise de risques :</b> Décrivez comment le projet a réagi aux risques qui menaçaient l'atteinte des résultats. Identifiez de nouveaux risques apparus</p>	<p>La coopération et l'implication du Comité de pilotage ont été priorisées pour la résolution des risques qui menaçaient l'atteinte des résultats.</p>

depuis le dernier rapport, le cas échéant. (Limite de 1500 caractères)	
<p><b>Égalité entre les sexes :</b> Au cours de la période considérée, quelles activités ont été menées pour adresser les questions d'égalité des sexes ou d'autonomisation des femmes? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Le choix des participants pour les différentes formations en investigation considère toujours la dimension genre. Pour les 3 formations réalisées pour les centres de documentation, il y a eu 41 femmes sur les 108 responsables formés. Pour les journalistes, il y a eu 42 femmes sur les 89 formés sur l'investigation, et 22 femmes sur les 71 journalistes formés sur la prévention de conflit en période électorale.</p>
<p><b>Autre:</b> Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)</p>	

**1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:** Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification - fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
<b>Résultat 1</b> La lutte contre la corruption à Madagascar est renforcée en efficacité	Indicateur 1.1 Proportion de la population malgache dont la perception sur la lutte contre la corruption est améliorée	3 Malgaches sur 4 affirmaient que la corruption avait augmentée en 2014 (afrobaromètre)		1 Malgache sur deux affirmait que la corruption avait beaucoup augmenté en 2018 (afrobaromètre)		L'indice de perception de la corruption (IPC) montre que le pays a gagné 1 point d'indice par rapport à 2017 en 2018 respectivement 24/100 et 25/100
	Indicateur 1.2 % de dossiers liés à la corruption qui aboutissent à une soumission aux PACs				le premier PAC a été inauguré en juin 2018 les données disponibles ne peuvent pas encore renseigner cet indicateur	en fin 2018, le ratio condamné/prevenu était de 36/64 soit 56% après 6 mois de mise en place
	Indicateur 1.3					
Produit 1.1 Les institutions nationales de	Indicateur 1.1.1 Nombre de PAC opérationnels	0	2	1 à Tana et 1 en cours	La mise en place des PAC a été faite d'une manière progressive.	le PAC de Mahajanga est prévu opérationnel en 2e semestre 2019

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
lutte contre la corruption, y compris la Justice, assurent leur mandat avec efficacité et intégrité	Indicateur 1.1.2 Nombre de décisions communément prises lors des réunions de coordinations entre le BIANCO, CSI, SAMIFIN. 0	0	5	5	les 5 décisions : clarification des rôles des entités et Mise en place de la Plateforme numérique pour une Base des Données Communes Mise en place de commission suivi évaluation mise en place de commission communication continuer le plaidoyer pour plus de ressources en faveur des ILCC	
Produit 1.2 L'impunité est réduite à travers le renforcement des mécanismes de contrôle interne de la Justice, le renforcement des capacités, des cadres légaux et	Indicateur 1.2.1 Operationalité de l'agence de recouvrement	non	effective	non	Le projet de loi sur les recouvrement des avoirs qui encaadre la mise enplace de l'agence n'est pas encore adopté	
	Indicateur 1.2.2 Nombre de décisions ou mesures prises par le CSM suite aux missions auprès des TPI	0	10	20	sur les 10 nouveaux cas en 2018 il y a 1 radiation; 1 exclusion temporaire; 2 revocations; 1 abaissement d'échelon	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
institutionnel						
Produit 1.3 La population est habilitée à utiliser à bon escient les mécanismes de lutte contre la corruption	Indicateur 1.3.1 Nombre de dénonciations de corruption faites à travers la ligne verte ou d'autres mécanismes disponibles au BIANCO	0	100 par mois	224/mois	223/mois. (2016) 283/mois (2017); 224/mois(2018) il y a une baisse des doléances sur les petites corruptions	
	Indicateur 1.3.2 Existence d'une stratégie gouvernementale ou d'un plan d'action pour aborder la corruption sexuelle	Non	oui	oui	Les outils de communication ont été conçus	
Produit 1.4	Indicateur 1.4.1					
	Indicateur 1.4.2					
<b>Résultat 2</b> Le contrat social entre la population	Indicateur 2.1 Pourcentage de la population interrogée dans les					

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
et l'Etat est renforcé, en améliorant la confiance et redevabilité mutuelle, l'inclusivité et transparence des organes de redevabilité malagasy	zones cibles dans le Sud qui déclare avoir une confiance accrue dans l'Etat					
	Indicateur 2.2 Conformité de la CNIDH aux normes et standards internationaux, notamment aux principes de Paris.	non	oui	oui		
	Indicateur 2.3					
Produit 2.1 Les violations de droits de l'homme sont investiguées et dénoncées	Indicateur 2.1.1 Nombre de plaintes pertinentes de violations de droits de l'homme soumises à la CNIDH et qui reçoivent une réponse dans les mois suivant la plainte	0	150	184		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	Indicateur 2.1.2 Inclusion (systématique) du budget nécessaire pour le fonctionnement du CNIDH	0	70%	100%	La valeur de cet indicateur est atteint pour 2017 et 2018.	
Produit 2.2 La culture de la redevabilité des représentants politiques envers la population est renforcée	Indicateur 2.2.1 Pourcentage de Parlementaires déclarant connaître le code d'éthique et de déontologie	0	80%	0	Atelier d'échanges et de partages d'expériences avec APNAC Afrique réalisé Activité avec contrainte vu le contexte actuel	
	Indicateur 2.2.2 Existence d'un chapitre GOPAC/APNAC	non	non	non	Activité avec contrainte vu le contexte actuel	
Produit 2.3	Indicateur 2.3.1					
	Indicateur 2.3.2					
Produit 2.4	Indicateur 2.4.1					
	Indicateur 2.4.2					
<b>Résultat 3</b> Le	Indicateur 3.1 Nombre de			7	2 en 2017 et 5 en 2018 - dont une association des jeune- Des OSC formés	

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
population malgache est plus résiliente et participe de façon responsable et informée à la gestion de la chose politique	plaidoyers (responsables/professionnels) lancés par la Société Civile sur les questions touchant à la corruption, droits civiques, politiques.				ont mené diverses actions d'interpellation que ce soit en matière de droits économiques, sociaux et culturels tels que les cas d'accaparement des terres et de représailles à l'encontre des défenseurs de droits humains.	
	Indicateur 3.2					
	Indicateur 3.3					
Produit 3.1 La population utilise de manière accrue son droit à l'accès aux documents administratifs et institutionnels	Indicateur 3.1.1 Taux de consultation des documents publics dans les centres d'information et de documentation ciblés par le projet	0	2000	4964		
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2 Les OSC et	Indicateur 3.2.1 nombre d'articles	0	40	32	ce chiffre sera disponible lors du rapport final	



	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
les médias mènent des interpellations et plaidoyers pertinents et responsables	publiés par les journalistes formés par le projet, sur les thématiques pertinentes à la consolidation de la paix.					
	Indicateur 3.2.2 Nombre de lecteurs qui consultent le journal d'investigation	0	12000		ce chiffre sera disponible lors du rapport final	
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
Produit 3.4	Indicateur 3.4.1					
	Indicateur 3.4.2					
<b>Résultat 4</b>	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
	Indicateur 4.3					

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					
Produit 4.4	Indicateur 4.4.1					
	Indicateur 4.4.2					

## **PARTIE 2: PROGRÈS FINANCIER INDICATIF DU PROJET**

### **2.1 Commentaires sur l'état des progrès financiers globaux du projet**

Veillez évaluer si les dépenses financières du projet sont sur la bonne voie, en retard ou en retard, par rapport aux plans de projet: *on track*

Combien de tranches de budget de projet ont été perçues à ce jour et quand comptez-vous demander le paiement de la tranche suivante si pertinent : 2 tranches

Quel est le niveau global des dépenses/engagements en % par rapport au budget total et par rapport à la tranche (s) reçue (s) jusqu'à présent: e budget total a été débloqué en deux tranches le niveau des dépenses / engagement du projet est à \$ 2 367 075 soit 90 %

Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une brève explication (limite de 500 caractères):

Veillez indiquer quel montant \$ a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour: \$ 39 300 sont prévues dans le document de projet pour l'étude sur la corruption sexuelle et basée sur le genre et l'élaboration des outils de sensibilisation. Jusqu'à présent le PNUD a dépensé \$ 12 845,74

Veillez remplir et joindre l'annexe sur les progrès financiers du projet, **en utilisant le tableau du budget du projet initial (en Excel) et en ajoutant les informations sur le niveau des dépenses / engagements à ce jour**, même si les montants sont indicatifs seulement.